

Je voudrais savoir pourquoi.

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** C'est très simple, madame le Président. L'opposition qui s'inquiète beaucoup du déficit gouvernemental comprendra certainement que cette demande signifierait une perte de huit millions de dollars à laquelle il faudrait ajouter un autre million de dollars si on devait accéder à la demande. Je suis persuadé que le député comprendra nos raisons.

#### LES RAISONS DE LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Arnold Malone (Crowfoot):** Madame le Président, on a posé la même question et obtenu la même réponse au sujet de la société TIC et je veux toujours savoir pourquoi.

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Je suis désolé, madame le Président, mais je ne me rappelle même pas m'être jamais fait poser de question au sujet de la société Texas Instruments.

\* \* \*

#### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

##### LA SITUATION DES PERSONNES DONT LES PRESTATIONS SONT ÉPUISÉES

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre sait que j'ai parlé hier de la situation précaire de mes électeurs qui sont sur le point d'épuiser leurs prestations d'assurance-chômage, qui cherchent en vain un emploi, parce qu'il y en a pas, et qui ne peuvent acquitter leurs comptes parce que l'assistance sociale qu'ils touchent ne suffit pas pour leur permettre d'honorer leurs engagements. De quelle façon leur situation précaire contribue-t-elle en général au rétablissement économique qui, selon le gouvernement, se manifesterait au Canada?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, il y a bien entendu un nombre considérable de Canadiens qui doivent affronter des situations personnelles très difficiles. Même en période de très grande prospérité, nous avons connu des Canadiens qui vivaient dans la pauvreté et devaient traverser de grandes difficultés. J'ai beaucoup de compassion pour ces gens, mais nous constatons que l'économie canadienne s'améliore actuellement à un rythme beaucoup plus rapide que dans tout autre pays industrialisé. Nous créons des emplois plus rapidement que tout autre pays industrialisé.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nielsen:** Allons donc!

#### Questions orales

**M. Lalonde:** Nous avons réussi à réduire l'inflation de moitié l'an dernier. De fait, nous avons mieux réussi à freiner l'inflation que les sept plus grands pays industrialisés. Nous nous efforçons de soulager les Canadiens qui éprouvent des difficultés en stimulant l'économie.

**M. Nielsen:** Foutaise!

**M. Lalonde:** Toutefois, je ne peux garantir au député que, même dans le climat le plus favorable, il ne trouvera pas des Canadiens en proie à certaines difficultés. Grâce à nos programmes de sécurité sociale, nous devons nous efforcer d'aider ces gens et c'est ce que le gouvernement a fait, contrairement à de nombreux gouvernements provinciaux . . .

**Des voix:** Asseyez-vous.

**Mme le Président:** A l'ordre.

##### ON DEMANDE DE PROLONGER LE VERSEMENT DES PRESTATIONS

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Madame le Président, le ministre prétend que le gouvernement fait de son mieux pour créer des emplois. Entre-temps, puisque nous ne pouvons pas créer assez d'emplois aujourd'hui ni le mois prochain ni même l'année prochaine pour répondre aux besoins de tous les chômeurs, le ministre admettra-t-il la nécessité de prolonger le versement des prestations d'assurance-chômage pour ceux qui sont légitimement sans travail, qui en cherchent, mais en vain, en cette période où le gouvernement n'a pas de programmes qui puissent leur être utiles?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, le député sait que le programme d'assurance-chômage a déjà un important déficit. Il sait également que les programmes d'assistance sociale relèvent des provinces et qu'ils sont destinés à aider ceux qui sont dans le besoin. Il devrait également savoir qu'en tant que gouvernement fédéral nous avons maintenu un filet de sécurité. Nous avons maintenu des programmes sociaux, contrairement à ce qui s'est produit dans un grand nombre d'autres pays et à ce qui se fait dans nombre de provinces.

Je ferai remarquer au député que sa question devrait être posée à l'assemblée législative de l'Ontario . . .

**M. Deans:** C'est ici qu'on doit la poser.

**M. Lalonde:** Son parti devrait demander au gouvernement de l'Ontario de faire sa part . . .

**M. Deans:** Ces gens sont en chômage, bon sang.

**M. Lalonde:** . . . pour aider les gens, en leur fournissant des prestations d'assistance sociale adéquates . . .

**M. Deans:** Il n'a jamais été question de retirer l'assurance sociale.